

Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation

RAPPORT ANNUEL 2024-2025

CHOIX STRATÉGIQUES, IMPACT DURABLE

Apporter de la valeur dans un environnement
en transformation



FONDATION CANADIENNE
POUR L'AUDIT ET
LA RESPONSABILISATION

Message de LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

J'ai le grand privilège de rédiger ce message pour la toute première fois en tant que présidente du conseil d'administration de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation (FCAR), après avoir siégé avec fierté à ce conseil pendant cinq années. C'est un honneur pour moi d'assumer la présidence du conseil à un moment riche en possibilités, mais aussi en difficultés pour l'organisation.

Fondée en 1980, la FCAR œuvre depuis 44 ans pour que les auditeurs et auditrices et les membres des organismes de surveillance du secteur public du monde entier disposent des connaissances et des compétences nécessaires pour que les administrations publiques gèrent les deniers publics plus efficacement et dans le respect des principes de transparence, de bonne gouvernance et de responsabilité. Cette mission importante n'a jamais été autant d'actualité.

L'année 2024-2025 a été particulièrement difficile. La FCAR a dû composer avec une situation financière incertaine, tout en continuant d'offrir des produits et des services de grande qualité. Il a donc fallu prendre des décisions stratégiques – difficiles, mais nécessaires – pour assurer la viabilité financière de la Fondation.

Malgré ces difficultés, la Fondation a accompli de grandes réalisations. Elle est notamment parvenue à obtenir un financement sur deux ans pour ses programmes axés sur les activités de surveillance. Fruit de la participation active du conseil d'administration, ce succès témoigne de la solidité de notre mission et du travail acharné de l'équipe de la Fondation. Toutefois, le contexte financier reste imprévisible, et la difficulté à obtenir des financements stables et récurrents demeure l'un des plus grands problèmes de la Fondation.

Il a donc fallu prendre des décisions stratégiques – difficiles, mais nécessaires – pour assurer la viabilité financière de la Fondation.

Tout au long de l'année, nous avons continué d'organiser des activités de perfectionnement professionnel à l'intention des auditeurs et auditrices du secteur public au Canada et à l'étranger. Nous avons notamment mené à bon terme le Programme international sur la gouvernance, la responsabilisation et la performance (PIGRP) au Guyana, au Vietnam, au Sénégal et au Rwanda. Nous avons aussi lancé un nouveau cours en ligne à rythme libre dans une optique de modernisation et d'amélioration de l'accessibilité des outils d'apprentissage. Ces innovations renforcent notre capacité à répondre aux besoins des auditeurs et auditrices du secteur

Ces innovations renforcent notre capacité à répondre aux besoins des auditeurs et auditrices du secteur public et des membres des organismes de surveillance de tous les ordres de gouvernement, tant au Canada qu'à l'étranger.

public et des membres des organismes de surveillance de tous les ordres de gouvernement, tant au Canada qu'à l'étranger.

À la fin de l'exercice, nous avons franchi une autre étape importante en lançant un nouveau programme triennal portant sur la région indo-pacifique et financé par Affaires mondiales Canada. Cette initiative illustre la solide réputation dont jouit la Fondation à l'échelle internationale et les relations de confiance qu'elle a su bâtir au fil des ans, en exécutant des programmes utiles et à fort impact.

Dans le même temps, la FCAR a réduit sa dépendance financière vis-à-vis des bureaux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) et prend actuellement des mesures concrètes pour rendre son modèle de financement plus durable.

Je tiens à remercier mes collègues du conseil d'administration pour l'engagement indéfectible dont ils ont fait preuve et pour les précieuses contributions qu'ils ont apportées au cours de l'année qui s'est écoulée. Je leur suis profondément reconnaissante de leur soutien, de leur expertise et de leur passion pour la mission de la FCAR. Ensemble, nous demeurons résolus à aider la Fondation à s'adapter à l'évolution des besoins des auditeurs et auditrices du secteur public et des spécialistes de la surveillance au Canada et à l'étranger.



Michèle Galipeau
Présidente du conseil d'administration

Message du PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

À l'heure du bilan de l'année qui s'est écoulée, je tiens à remercier chaleureusement notre personnel, nos collaborateurs et les membres de notre conseil d'administration de l'action résolue qu'ils ont menée pour renforcer l'audit, la surveillance et la responsabilisation du secteur public, tant au Canada qu'à l'étranger. L'année a été marquée par des avancées considérables, mais aussi de réelles difficultés.

Nous avons accompli des réalisations notables dans l'ensemble de nos programmes, comme le montre le présent rapport annuel. Toutefois, comme nombre d'organismes sans but lucratif, la FCAR a dû faire face à des pressions financières, qui l'ont obligée à faire des choix difficiles, à établir des priorités stratégiques et à mettre l'accent sur les moyens de garantir sa pérennité. Malgré ces difficultés, notre équipe est restée déterminée à offrir des programmes et des services de grande qualité, dans le plein respect de la mission qui nous guide.

Surmonter les difficultés financières

Durant cet exercice, l'une de nos plus grandes réussites a été d'obtenir un financement sur deux ans pour nos programmes axés sur les activités de surveillance, à l'issue d'un travail mené en étroite collaboration avec notre conseil d'administration. Ce soutien renouvelé consolide l'assise de nos activités essentielles, tout en nous permettant d'étendre la portée de nos services à la communauté fédérale de l'audit interne.

Bien que ces progrès soient le reflet de la confiance soutenue accordée à notre mission, ils s'inscrivent aussi dans un contexte où le financement demeure incertain et instable.

Poursuivre notre impact

Ayant à cœur de maintenir notre présence à l'international, nous avons lancé, en fin d'exercice, un nouveau programme, baptisé « Programme sur la gouvernance, la responsabilisation et la transparence pour les services publics inclusifs » (GRT-SPI) et couvrant la région indo-pacifique. Cette initiative triennale, financée par Affaires mondiales Canada (AMC), renforce l'importance de services publics inclusifs et d'une gouvernance efficace à l'échelle mondiale. Le programme GRT-SPI témoigne également de la solidité de la réputation et des relations internationales de la FCAR.

Nous avons continué de proposer des activités de perfectionnement professionnel aux auditeurs et auditrices du secteur public, tant au Canada qu'à l'étranger, et avons notamment assuré la bonne fin du PIGRP au Guyana, au Vietnam, au Sénégal et au Rwanda. Nous avons poursuivi notre programme international de bourses, financé par AMC, qui offre aux leaders de demain une immersion dans le système d'audit canadien. Nous avons aussi dispensé des formations en présentiel et à distance en direct en Équateur, en Afrique de l'Ouest, en Australie, en Nouvelle-Zélande et au pays de Galles, ainsi qu'à des bureaux d'audit et à des groupes d'audit interne du Canada. Ces programmes de perfectionnement professionnel reflètent notre engagement continu envers le renforcement des capacités, dans un environnement désormais moins contraignant.

S'adapter et évoluer

Cette année, nous avons également mis au point de nouveaux outils d'apprentissage, dont un cours en ligne à rythme libre, « Pleins feux sur le comité d'audit », spécialement conçu pour les conseillers municipaux. Nous avons continué de proposer des conseils pratiques à l'intention des auditeurs et des membres des comités de surveillance. En outre, nous avons élaboré une nouvelle formation sur l'utilisation de l'analyse de données et des techniques d'intelligence artificielle dans les audits. Il s'agit d'un domaine qui évolue rapidement, et nous sommes fiers du travail que nous avons accompli en concevant cette formation.

En interne, la FCAR a connu des changements importants, qui illustrent l'évolution de notre organisation et la nécessité d'aligner notre structure et nos ressources sur de nouvelles priorités.

Envisager l'avenir avec clarté

Nous devons nous atteler à anticiper le monde de demain. Ainsi devons-nous opérer de nouveaux changements pour garantir notre viabilité financière. Il n'y a pas de temps à perdre. Bien que nous ayons pris des mesures importantes durant cet exercice, nous devons poursuivre nos efforts pour faire concorder nos activités avec les ressources disponibles et nos priorités stratégiques.

Pour aller de l'avant, nous devons revoir notre modèle de fonctionnement et nous concentrer sur l'optimisation de nos ressources. Cela passera par des décisions difficiles et par un engagement collectif en faveur du changement.

Notre personnel est au cœur de cette transition. Les membres de l'équipe continueront de jouer un rôle crucial en mobilisant leur énergie et leurs compétences dans l'exercice de leurs fonctions et en travaillant de concert pour faire avancer notre mission.

Ces transformations ne seront pas faciles, mais elles sont nécessaires. En faisant preuve de lucidité, de volonté et d'une détermination commune, la FCAR saura s'adapter, se renforcer et mieux se concentrer sur sa mission, tout en continuant de fournir des services de grande valeur à ses membres, à ses partenaires et à l'ensemble du secteur de l'audit et de la surveillance du secteur public.



Paul Forgues
Président-directeur général



SERVICES FOURNIS À NOS MEMBRES ET À NOS CLIENTS EN 2024-2025

28 cours dispensés à plus de **500 auditeurs et auditrices du secteur public**, dont des cours adaptés à plusieurs bureaux, des cours virtuels ouverts à tous et notre **programme Futurs leaders**



Découvrez nos cours ➔

Présentation de **8 webinaires** portant sur des questions comme l'IA, l'éthique et la participation des citoyens



Visionnez les enregistrements ➔



Publication de **8 nouvelles ressources** à l'intention des auditeurs : 4 éditions de **Conseils d'audit** et 4 éditions de **Sur le terrain**



Publication de **7 nouvelles ressources à l'usage des comités de surveillance**, dont



4 éditions de **Conseils en surveillance** et de nouvelles **vidéos Sur le terrain**

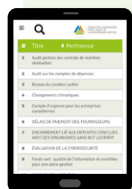
Conclusion d'**accords de collaboration** avec Performance and Planning Exchange (PPX), le Chartered Institute of Public Finance and Accountancy (CIPFA) et la Commonwealth Association of Public Accounts Committees



Organisation de 2 ateliers à l'intention des **comités de surveillance** canadiens



Consultez nos ateliers ➔



Ajout de **770 rapports d'audit** et documents d'orientation dans la **base de données Vigie Audit** de la FCAR, qui compte désormais 11 500 documents



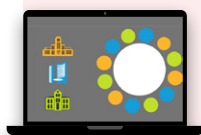
Participation à des **conférences** du Conseil canadien des vérificateurs législatifs, du Conseil canadien des comités des comptes publics, du Conseil canadien des auditeurs internes du secteur public et de la Commonwealth Association of Public Accounts Committees



Envoi de **trousses d'orientation** aux nouveaux membres du comité des comptes publics (CCP) de trois provinces et réponse aux questions posées par des greffiers des CCP sur les pratiques en vigueur dans d'autres administrations



Appui apporté, en collaboration avec le **Secrétariat du Conseil du Trésor**, aux comités d'audit ministériels et aux spécialistes du contrôle financier au gouvernement fédéral du Canada



Lancement d'un nouveau module dans notre **cours à rythme libre destiné aux conseillers municipaux** et mise en ligne de **4 courtes vidéos** liées au cours (en anglais seulement)



Tenue d'un **forum sur l'audit municipal** auquel ont participé les vérificateurs généraux et les représentants de 12 bureaux d'audit municipaux canadiens



Pour en savoir plus sur les activités que nous avons menées tout au long de l'année, veuillez consulter nos rapports d'activités trimestriels sur les points saillants du plan stratégique (p. 6–10)

POINTS SAILLANTS DE NOTRE ACTION INTERNATIONALE



Il s'agissait de la dernière année de notre Programme international sur la gouvernance, la responsabilisation et la performance, qui s'est déroulé sur sept ans (2018-2025). Dans le cadre de ce programme, nous avons travaillé avec les institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) et les comités de surveillance de quatre pays partenaires (Guyana, Rwanda, Sénégal et Vietnam) afin de renforcer leurs pratiques en matière d'audit de performance et de surveillance.

Découvrez les résultats de ce programme septennal dans cet article et cette vidéo



20 cours dispensés, pour des ISC, à plus de **400 participants**, dont 2 nouveaux cours :

- *L'analyse des données pour les auditeurs de performance*
- *Votre rapport d'audit et les médias*



Évaluation exhaustive menée aux côtés de chacune des quatre ISC afin d'analyser leurs pratiques au moyen du **Cadre de mesure de la performance des ISC** mis au point par l'INTOSAI



Conclusion du Programme des leaders, qui a permis d'aider chaque ISC à établir une stratégie et un plan d'**intégration de la perspective de genre**. Dans le cadre du programme, un atelier a été organisé à Ottawa à l'intention des quatre pays concernés, et des travaux ont été menés en collaboration avec les comités des questions de genre nouvellement créés dans les ISC du Guyana et du Rwanda.



Collaboration avec les ISC du Guyana et du Rwanda en vue de l'organisation d'**activités de sensibilisation avec les parties prenantes** (organisations de la société civile, médias et responsables publics)



Organisation d'ateliers portant sur l'efficacité de la **surveillance parlementaire** à l'intention de tous les membres du Parlement du Rwanda et du comité des comptes publics du Guyana



Accueil de deux cohortes de **boursiers et boursières**, qui ont fait leur stage dans des bureaux d'audit canadiens, participé à des cours de la FCAR et planifié des audits qu'ils seront amenés à réaliser dans leurs ISC



Découvrez les **boursiers et boursières de 2023-2024 et de 2024**



Merci à nos partenaires! Nous remercions les bureaux des vérificateurs généraux de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Canada, du Manitoba, du Québec et de la Ville de Toronto d'avoir accueilli des boursiers et participé à d'autres activités du programme cette année.



Lancement d'un projet visant à renforcer les capacités en matière d'audit de performance au sein de l'ISC de l'**Équateur**, en partenariat avec Alinea International



Visionnez notre **webinaire** pour en savoir plus

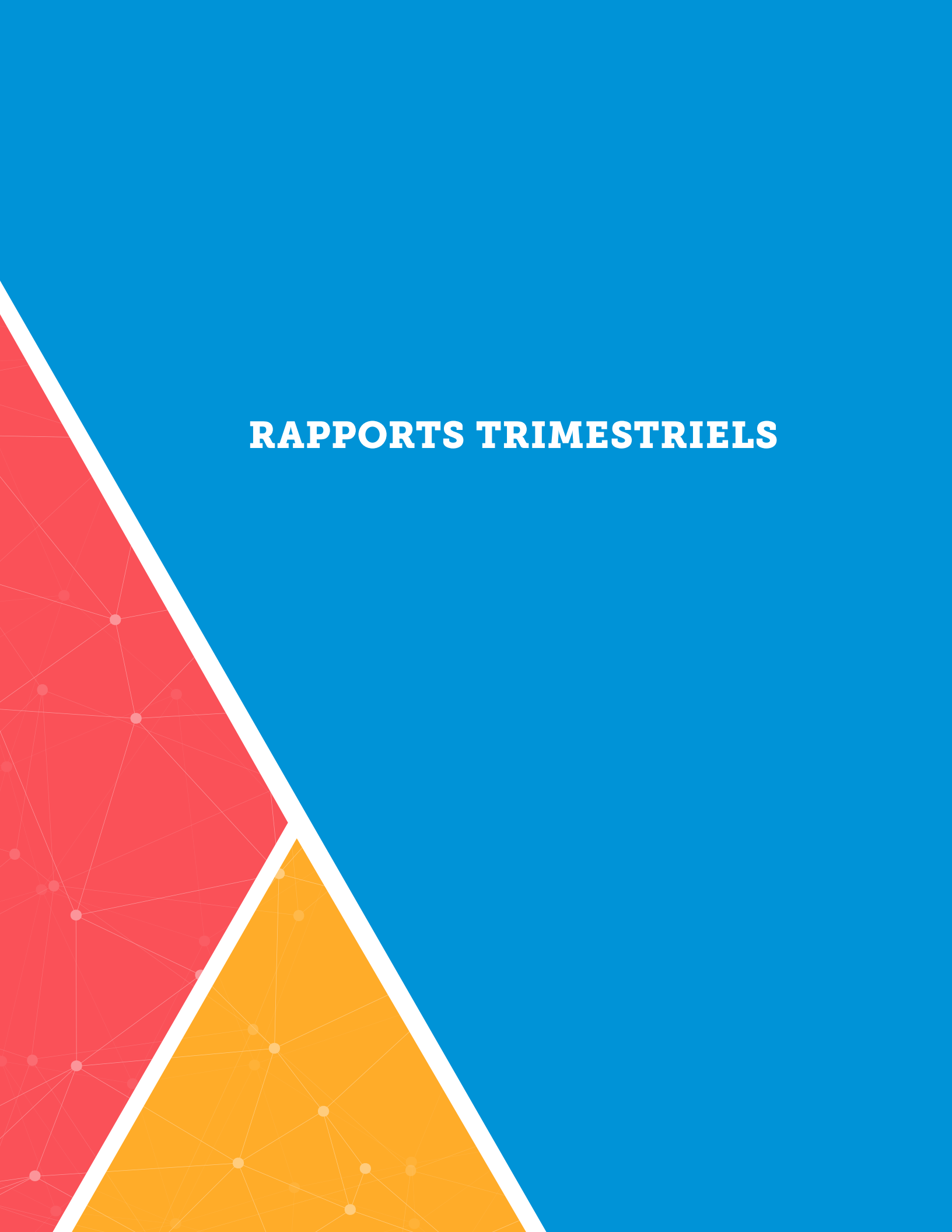


Organisation d'un programme de formation personnalisé de deux semaines pour le Bureau de l'Auditeur général des institutions de la **Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest**



Organisation, dans le cadre du programme de bourses d'études, du stage d'un auditeur de l'ISC de **Corée du Sud**, affecté au Bureau de la vérificatrice générale de la Ville de Toronto





RAPPORTS TRIMESTRIELS



Points saillants du plan stratégique

Faire avancer la responsabilisation dans le secteur public

Activités menées entre avril et juin 2024

OBJECTIF PRIMORDIAL : NOTRE ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'EDI*

- ▶ Réponse fournie au **sondage annuel du Centre de l'anti-racisme** en coopération, la FCAR étant signataire du Cadre sur l'antiracisme du secteur de la coopération internationale du Canada
- ▶ Présentation de la **définition de l'EDI** par la FCAR au Comité sur le renforcement des capacités et le développement des connaissances du conseil d'administration et demande de rétroaction du comité sur les prochaines étapes de l'évaluation organisationnelle de l'EDI
- ▶ Travail avec des participants du Guyana, du Rwanda, du Sénégal et du Vietnam sur des **stratégies d'intégration de la perspective de genre** dans leurs bureaux d'audit

*Équité, diversité et inclusion (EDI)

OBJECTIF SOUS-JACENT : NOTRE VIABILITÉ

- ▶ Poursuite de la recherche d'un **financement durable du programme de surveillance de la FCAR**; plusieurs vérificateurs généraux et anciens présidents du Comité permanent des comptes publics du Canada ont exprimé leur soutien dans des articles d'opinion :
 - [Investir pour empêcher les abus et la mauvaise gestion des fonds publics](#)
 - [Public money has no party](#) (en anglais seulement)
 - [We need strong oversight of public spending. The ArriveCan spending scandal shows us why](#) (en anglais seulement)
- ▶ Départ de **Thera Pritchard**, agente d'administration
- ▶ Début de notre processus de recrutement d'un directeur ou d'une **Agent(e) principal(e) de programme, Perfectionnement professionnel**

[En savoir plus et posez votre candidature](#)

OBJECTIF : PARTICIPATION DES MEMBRES



- ▶ Organisation de trois **webinaires réservés aux membres** :
 - Éthique et innovation : Défis et opportunités pour la profession d'auditeur à l'ère numérique
 - Avantages et risques de l'engagement des citoyens dans le processus d'audit
 - Approfondir l'analyse des causes profondes, la pensée systémique et la culture

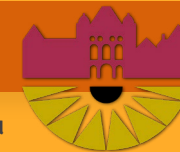
[Vous en avez manqué un? Consultez les anciens webinaires de la FCAR](#)



- ▶ Accueil du **Bureau du vérificateur général (BVG) de l'Ontario** en tant que nouveau membre

[Voir nos membres](#)

[Les avantages aux membres](#)



OBJECTIF : DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES



- ▶ Publication de **trois nouvelles ressources** :



Sur le terrain : Gestion des risques axée sur les objectifs et les incertitudes dans le secteur public : Optimisation de la gestion des risques et de la responsabilisation



Sur le terrain : Éthique et innovation : Défis et opportunités pour la profession d'auditeur à l'ère numérique



Conseils d'audit : Quatre raisons pour lesquelles il est important d'auditer les revenus du pétrole et du gaz



- ▶ Participation au **Symposium sur l'audit de performance** du Conseil canadien des vérificateurs législatifs et animation d'une table ronde sur les perspectives internationales avec les boursiers internationaux de la FCAR



- ▶ Signature d'un protocole d'entente avec le **Chartered Institute of Public Finance and Accountancy** aux fins de collaboration à son programme de certification d'audit de performance



- ▶ Mises à jour sur le **Cadre conceptuel de l'information financière dans le secteur public** et sur le **nouveau modèle d'information du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public**



- ▶ Organisation d'une réunion des **collaborateurs spécialisés dans l'enseignement** de la FCAR pour faire le point sur les cours dispensés et échanger des idées



- ▶ Soutien à l'accueil par l'Office de l'auditeur général (OAG) du Rwanda d'une **délégation de députés canadiens**, dirigée par l'honorable Greg Fergus, Président de la Chambre des communes, pour discuter du partenariat entre la FCAR et l'OAG du Rwanda

OBJECTIF : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



- ▶ Organisation de **trois cours virtuels** – *Cours intensif en audit, L'analyse des causes profondes* et *Distiller les observations d'audit* – avec des participants de tout le Canada

[Consultez la liste des prochains cours ouverts à l'inscription](#)



- ▶ Organisation du **Cours intensif en audit** pour le BVG de l'Alberta



- ▶ Organisation de **formations pour les institutions supérieures de contrôle (ISC) partenaires de la FCAR** au Guyana et au Rwanda, dont deux dispensées pour la première fois :
 - *Your Audit Report and the Media* (dispensé en anglais seulement), coanimée par le BVG de la Colombie-Britannique
 - *Data Analytics* (dispensé en anglais seulement), avec des animateurs du Government Audit Training Institute de la Graduate School USA, ainsi que du BVG de l'Alberta



- ▶ Poursuite de la partie canadienne des **Bourses d'études internationales de 2023-2024** et début de la partie virtuelle des **Bourses d'études de 2024**

→ Félicitations aux **boursiers de la promotion 2023-2024** qui ont obtenu leur diplôme en juillet!



- ▶ Organisation, pour les participants du Guyana, du Rwanda, du Sénégal et du Vietnam au **Programme des leaders sur l'intégration de la perspective de genre** de la FCAR, d'un atelier de travail sur des stratégies d'intégration de la perspective de genre pour leurs ISC



- ▶ Organisation d'un atelier pour le **comité d'audit de la Ville de Sherbrooke**



- ▶ Travail sur le terrain avec une équipe de membres de l'ISC du Guyana et du BVG de la Colombie-Britannique, aux fins d'**évaluation du bureau du Guyana** au moyen du Cadre de mesure de la performance des ISC de l'INTOSAI



Programme international sur la gouvernance, la responsabilisation et la performance



Points saillants du plan stratégique

Faire avancer la responsabilisation dans le secteur public

Activités menées entre juillet et septembre 2024

OBJECTIF PRIMORDIAL : NOTRE ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'EDI*

- ▶ Élaboration d'une **politique en matière de droits de la personne** pour la FCAR, exprimant son engagement à faire respecter les droits de la personne et à promouvoir l'égalité et le respect au sein de l'organisation, dans le cadre de ses travaux et dans ses interactions avec les membres, les partenaires et d'autres personnes
- ▶ Poursuite du travail avec des participants du Guyana, du Rwanda, du Sénégal et du Vietnam sur des **stratégies d'intégration de la perspective de genre** dans leurs bureaux d'audit

*Équité, diversité et inclusion (EDI)

OBJECTIF SOUS-JACENT : NOTRE VIABILITÉ

- ▶ Tenue de l'assemblée générale annuelle de la FCAR, au cours de laquelle **quatre nouveaux membres** ont été élus au conseil d'administration
➔ Voir les membres du [conseil d'administration](#)
- ▶ Début du recrutement d'un(e) **agent(e) principal(e) de programme, Perfectionnement professionnelle**
➔ Publiez votre offre d'emploi sur le [site de carrières](#) de la FCAR
- ▶ Accueil de l'adjointe administrative **Carine Turay** au sein de l'équipe pour la fin du programme international et départ de **Miko Demers**

OBJECTIF : PARTICIPATION DES MEMBRES



Organisation d'un **webinaire réservé aux membres**, *Dépasser l'échec de la gestion des risques fondée sur des listes : l'émergence d'une gestion des risques et de l'incertitude axée sur les objectifs*



Pour visionner la vidéo, consultez les **anciens webinaires** de la FCAR



Poursuite de l'enrichissement de la **Base de données Vigie Audit**, un outil réservé aux membres qui permet d'accéder facilement à plus de 11 000 rapports d'audit de performance et autres documents



Lisez **Sept façons d'utiliser la Base de données Vigie Audit pour améliorer vos audits**



OBJECTIF : DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES



Publication de **nouveaux conseils** pour les auditeurs et les comités de surveillance :



Conseils d'audit : *Quatre facteurs de changement qui bouleversent les pratiques inefficaces de gestion des risques*



Conseils en surveillance : *Quatre conseils pour établir un dialogue constructif avec les témoins lors des audiences du CCP*



Conseils en surveillance : *Les 4 moyens que le personnel de soutien peut utiliser pour aider les membres des CCP à se préparer aux audiences*



Participation à la conférence annuelle conjointe du **Conseil canadien des comités des comptes publics** et du **Conseil canadien des vérificateurs législatifs**



Présentation des mesures que la profession d'auditeur interne peut prendre pour préparer au mieux l'avenir, lors du **forum annuel du Conseil canadien des auditeurs internes du secteur public**, en présence des dirigeants principaux de la vérification des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral



Collaboration avec l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques de langue anglaise (AFROSAI-E) afin d'organiser pour ses membres un webinaire sur l'**utilisation du diagramme en arêtes de poisson dans l'analyse de la mise en œuvre des ODD**



Ce **cours** permet d'en savoir plus sur les techniques d'analyse des causes profondes



Contribution à l'examen et à la mise à jour du cadre d'apprentissage du **groupe de travail de l'INTOSAI sur les industries extractives**, lors d'une réunion du groupe organisée par l'AFROSAI-E



Participation à la **conférence nationale de l'IAI Canada**



Participation à une conférence organisée par le **Bureau national d'audit du Vietnam** à l'occasion de son 30^e anniversaire

OBJECTIF : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



Lancement d'un nouveau module du **cours en ligne à rythme libre pour les conseillers municipaux** : *Pleins feux sur le comité d'audit*



Regardez une vidéo tirée de ce nouveau module : **Préparer et poser des questions lors des réunions du comité d'audit** (en anglais, avec sous-titres français)



Accueil au Canada des **boursiers internationaux de la promotion 2024**, et organisation d'une réunion d'orientation et de cours de perfectionnement professionnel avant le début de leur stage aux BVG du Canada, du Manitoba, du Québec et de la Ville de Toronto



Découvrez les **boursiers de la promotion 2024**



Organisation d'une édition virtuelle du cours **Gestion de projets d'audit** pour des participants de l'Australasian Council of Auditors General
➔ Voir les **cours sur l'audit** actuellement disponibles



Organisation de **cinq cours pour l'ISC du Vietnam**, dont quatre dirigés par des membres de l'équipe d'élaboration du matériel didactique de l'ISC qui ont adapté les cours de la FCAR au programme de formation interne de l'ISC



Organisation de **quatre cours pour l'ISC du Rwanda**, dont l'un des cours de la FCAR les plus récents, *Votre rapport et les médias* (dispensé en anglais seulement)



Travail sur le terrain avec une équipe de membres de l'ISC du Rwanda et du BVG de l'Alberta, aux fins d'évaluation de l'ISC du Rwanda au moyen du **Cadre de mesure de la performance des ISC de l'INTOSAI**, et poursuite de la collaboration avec d'autres partenaires des ISC dans le cadre de leurs évaluations





Points saillants du plan stratégique

Faire avancer la responsabilisation dans le secteur public

Activités menées entre octobre et décembre 2024

OBJECTIF PRIMORDIAL : NOTRE ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'EDI*

- ▶ Travail sur place avec le nouveau **Comité de genre** de l'ISC du Guyana sur sa stratégie d'intégration de la perspective de genre et soutien à la formation offerte par le bureau
- ▶ Poursuite de la collaboration avec les partenaires des ISC du Rwanda, du Sénégal et du Vietnam sur leurs **stratégies d'intégration de la perspective de genre** dans leurs bureaux d'audit

*Équité, diversité et inclusion (EDI)

OBJECTIF SOUS-JACENT : NOTRE VIABILITÉ



- ▶ Accueil de **Jessica Souto** en tant que nouvelle Agente des opérations et annonce du retour de **Sharon Clark** qui revient à la FCAR en janvier 2025 en tant que Vice-présidente, perfectionnement professionnel et développement des affaires – audit. Nous avons également fait nos adieux à **Sherazade Shafiq**, Directrice des programmes internationaux, et à **Yves Genest**, Vice-président, Recherche et initiatives stratégiques.

- Nous recrutons actuellement un **directeur ou une directrice, programmes internationaux**

➔ Voir l'offre d'emploi sur notre site de carrière



- ▶ Signature d'un accord avec Alinea International pour fournir du soutien à l'ISC de l'Équateur dans le cadre du **Partenariat d'assistance technique – Mécanisme de déploiement d'experts**

OBJECTIF : PARTICIPATION DES MEMBRES



- ▶ Organisation de **trois webinaires réservés aux membres** :



Garantir que votre audit fera une différence : La collecte et l'analyse des éléments probants



ChatGPT peut-il rédiger votre prochain rapport d'audit? (en anglais)



Garantissez l'impact de votre audit : La collecte et l'analyse des éléments probants (en anglais)



Pour visionner les enregistrements, consultez nos anciens webinaires

OBJECTIF : DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES



- ▶ Publication de **deux nouvelles ressources pour les auditeurs** :



Conseils d'audit : Six conseils pour utiliser l'IA générative dans vos audits



Sur le terrain : Utilisation de l'audit de performance pour évaluer les efforts d'une organisation pour prévenir la corruption



- ▶ Partage de **nouvelles ressources pour les conseillers municipaux** :

- **Conseils en surveillance** : Conseils à l'intention des conseils municipaux à prendre en considération lors de l'examen des rapports d'audit en l'absence d'un comité d'audit
- Pourquoi les comités d'audit sont-ils importants?
- 2 vidéos tirées de notre cours pour les conseillers municipaux (en anglais) : Le processus du comité d'audit – Veiller à la mise en œuvre des recommandations et Comment les comités d'audit municipaux soutiennent une surveillance efficace



Accédez au cours en ligne : La surveillance municipale pour les conseillers



- ▶ Organisation d'un **forum sur l'audit municipal** avec des vérificateurs généraux et des représentants de nombreuses villes canadiennes



- ▶ Confirmation avec le Chartered Institute of Public Finance and Accountancy que nous développerons le contenu de son **programme de certification en matière d'audit de performance**



- ▶ Présentation lors de la conférence de l'**Association des comités des comptes publics du Commonwealth**



- ▶ Participation à la Conférence technique de l'**Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques de langue anglaise (AFROSAI-E)** avec des partenaires de l'ISC du Rwanda

OBJECTIF : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



- ▶ Célébration de la **remise des diplômes aux boursiers internationaux 2024**

➔ En savoir plus



- ▶ Organisation de **huit cours pour les bureaux des membres**, dont cinq cours pour l'Australasian Council of Auditors General, une formation sur mesure pour le Bureau de la vérificatrice générale (BVG) d'Ottawa, un programme d'une semaine pour les BVG des provinces de l'Atlantique et notre cours *L'analyse des causes profondes* pour le BVG de l'Alberta



Demandez un cours pour votre bureau



- ▶ Tenue des ateliers sur la surveillance parlementaire efficace à l'intention des **membres du Parlement au Rwanda**



- ▶ Accueil de participants de tout le Canada dans le cadre de **deux cours virtuels publics**



Inscrivez-vous à un cours à venir



- ▶ Achèvement de notre **Programme des futurs leaders**, qui s'est déroulé sur une semaine à Ottawa pour 14 auditeurs du secteur public, venus de tout le Canada, du Guyana et du Rwanda

➔ Voir les diplômés



- ▶ Collaboration avec l'**ISC du Guyana** pour organiser plusieurs cours et ateliers à l'intention des auditeurs, des fonctionnaires et des parlementaires



- ▶ Animation d'un atelier pour le **Comité des comptes publics de l'Ontario**



- ▶ Travail sur le terrain avec une équipe de l'ISC du Vietnam sur une évaluation du bureau en utilisant le **Cadre de mesure de la performance des ISC de l'INTOSAI**



Programme international sur la gouvernance, la responsabilisation et la performance





Points saillants du plan stratégique

Faire avancer la responsabilisation dans le secteur public

Activités menées entre janvier et mars 2025

OBJECTIF PRIMORDIAL : NOTRE ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'EDI*

- ▶ Travail sur place avec les équipes des institutions supérieures de contrôle (ISC) du Vietnam et du Rwanda sur leurs plans d'intégration de la perspective de genre pour leurs bureaux

* Équité, diversité et inclusion (EDI)

OBJECTIF SOUS-JACENT : NOTRE VIABILITÉ

- ▶ Début de l'élaboration du prochain plan stratégique de la FCAR, pour la période 2026-2030
- ▶ Signature d'un accord de financement pour un nouveau programme international – Gouvernance, responsabilisation et transparence pour des services publics inclusifs dans la région indopacifique — et recrutement d'un directeur des programmes internationaux qui se joindra à la FCAR à partir de juin
- ▶ Recrutement de producteurs pour nos cours virtuels en direct

OBJECTIF : PARTICIPATION DES MEMBRES

- ▶ Rencontre avec les organisations membres pour discuter de notre nouveau modèle d'adhésion, avant son lancement en avril, et pour connaître leurs besoins actuels et la valeur qu'elles accordent à leur engagement auprès de la FCAR
- ▶ Continuer à fournir des ressources exclusives aux membres, notamment la base de données Vigie Audit, nos webinaires gratuits et les archives de nos webinaires, ainsi que des avantages tels que des rabais sur la publicité sur notre Site de carrière – une occasion de promouvoir les offres d'emploi auprès de notre public d'auditeurs du secteur public au Canada et dans le monde entier



OBJECTIF : DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES

- ▶ Publication de deux nouvelles ressources pour les auditeurs :
 - Sur le terrain : *Utilisation d'un modèle de maturité pour la mise en œuvre de la gestion des risques : une étude de cas basée sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*
 - Conseils d'audit : *Cinq méthodes de prévention de la corruption qui peuvent être auditées*
- ▶ Contribution au programme de certification en matière d'audit de performance du Chartered Institute of Public Finance and Accountancy
- ▶ Participation au Forum mondial sur l'intégrité et la lutte anti-corruption 2025 de l'OCDE
- ▶ Partage des connaissances des membres des comités des comptes publics (CCP) dans deux nouvelles vidéos de la série « Sur le terrain » :
 - Points de vue d'un ancien président de CCP avec Chuck Chiasson, ancien président du CCP du Nouveau-Brunswick
 - Leçons tirées d'un CCP nouvellement créé avec Kieron Testart, député des Territoires du Nord-Ouest et membre du CCP
- ▶ Publication de nouveaux Conseils en surveillance : *Cinq pouvoirs fondamentaux d'un CCP efficace*
- ▶ Tenue d'un webinaire intitulé **Double vocation : Les auditeurs en tant que modèles d'éthique et gardiens**
 - Inscrivez-vous à notre prochain webinaire : *Certifier les auditeurs de performance : Être reconnu dans un monde en mutation* (en anglais)
- ▶ Rencontres avec plusieurs organisations, dont l'INTOSAI (Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques), l'IDI (Initiative de développement de l'INTOSAI), l'OLACEFS (Organisation des ISC d'Amérique latine et des Caraïbes), l'Association des comités des comptes publics du Commonwealth et l'auditeur général de la Banque mondiale, afin d'examiner les domaines de collaboration possibles



OBJECTIF : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

- ▶ Organisation d'un programme de formation de deux semaines sur l'audit de performance pour le Bureau de l'Auditeur Général des Institutions de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et signature d'un protocole d'entente en vue d'une éventuelle coopération future
- ▶ Animation de formations personnalisées sur les contrôles internes et l'audit de performance, la collecte et l'analyse des preuves, l'audit des 3 E et la définition de l'étendue de l'audit, pour des organisations membres et d'autres clients
 - Demandez un cours pour votre bureau
- ▶ Organisation et prestation de 4 cours virtuels ouverts, auxquels ont participé des auditeurs internes et externes du secteur public de tout le Canada
- ▶ Formation en audit de performance pour les ISC participant à notre programme international – y compris un nouveau cours sur l'analyse de données au Guyana, conçu et dispensé avec des partenaires du BVG de l'Alberta, et notre Cours intensif en audit dispensé au Sénégal avec des partenaires du Vérificateur général du Québec
- ▶ Tenue de deux ateliers pour les comités des comptes publics (CCP) : un atelier d'orientation pour les nouveaux membres des CCP et le personnel parlementaire au Rwanda, et un atelier de suivi avec le CCP du Guyana qui continue à renforcer son efficacité



- ▶ Rencontre avec 12 boursiers diplômés à l'ISC du Vietnam afin de formuler des recommandations visant à développer la pratique de l'audit de performance au sein de l'ISC
- ▶ Organisation et prestation de formation sur l'audit de performance et d'un atelier de formation des formateurs pour l'ISC de l'Équateur, dans le cadre du Partenariat d'assistance technique du Canada – Mécanisme de déploiement d'experts, mis en œuvre par Alinea International et financé par Affaires mondiales Canada
- ▶ Fourniture des dossiers d'orientation aux nouveaux membres du CCP en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse



ÉTATS FINANCIERS

Le présent rapport annuel comprend les états financiers de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation (FCAR) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025, ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant à leur égard. L'auditeur externe, à savoir le cabinet Welch SRL, a exprimé une opinion d'audit sans réserve sur les états financiers de la Fondation.

Les états financiers figurant dans ce rapport ont été préparés par la direction conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, et audités par le cabinet Welch SRL conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport permet d'informer nos membres, les parties prenantes et d'autres parties intéressées sur la situation et la performance financières de la Fondation et de leur expliquer les éléments importants, les fluctuations ou les changements dans les politiques ayant une incidence sur la présentation des résultats financiers.



APERÇU FINANCIER

Produits



PRODUITS EN 2024-2025

4 423 639 \$

soit une augmentation de 5 %
par rapport à l'exercice précédent

EN PARTICULIER

Les produits provenant des droits d'adhésion et des cotisations ont **diminué de 32 %**

Pourquoi? Cet exercice correspondait à la dernière année couverte par le protocole d'entente conclu avec le Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL). Nous remercions le CCVL de s'être engagé à nos côtés pendant quatre années, durant lesquelles les droits d'adhésion versés à la FCAR par les bureaux du CCVL ont été dégressifs. À l'avenir, les droits d'adhésion seront négociés directement avec chaque bureau du CCVL, comme c'est le cas pour d'autres entités ou bureaux d'audit du secteur public au Canada et à l'étranger.

Les produits du programme international (PIGRP) ont **progressé de 16 %**

Pourquoi? La FCAR a reçu une dotation financière au titre de la dernière année du Programme international sur la gouvernance, la responsabilisation et la performance (PIGRP). La dotation a servi à financer les dépenses relatives aux activités du plan de travail annuel dans le cadre d'un projet de sept ans financé par Affaires mondiales Canada (AMC).

Les fonds axés sur les activités de surveillance ont connu une augmentation considérable, passant de **21 000 \$ en 2024 à 138 000 \$ en 2025**

Pourquoi? Au cours du dernier trimestre de l'exercice (de janvier à mars 2025), la FCAR a reçu une partie des fonds engagés sur deux ans pour ses programmes de surveillance.

Notre viabilité

Perte nette : 262 148 \$. Cette perte importante pour la FCAR tient à la fois à la baisse des produits provenant des droits d'adhésion et à d'importantes charges ponctuelles en lien avec la réduction de la superficie des bureaux loués et le versement d'indemnités de départ.

Actif net : 829 723 \$, soit une diminution de 24 %.

Charges



CHARGES EN 2024-2025

4 685 787 \$

soit une augmentation de 11 %
par rapport à l'exercice précédent

EN PARTICULIER

Les frais de voyage ont **augmenté de 22 % (147 000 \$)**

principalement en raison des voyages effectués à l'étranger dans le cadre de la dernière année du PIGRP, financé par AMC.

Des charges de **136 000 \$** liées à la **résiliation de contrats de location de bureaux** qui étaient initialement prévues pour l'exercice précédent, ont été constatées.

Des charges de **105 000 \$** liées au **versement d'indemnités de départ**

ont été comptabilisées; quoique ponctuelles, ces charges ont eu une grande incidence sur le résultat net.

La FCAR continue d'externaliser plusieurs fonctions liées aux finances, à la comptabilité, aux ressources humaines et à l'informatique afin de rationaliser ses opérations et de réduire ses dépenses de personnel.

Soucieux d'assurer la stabilité financière et la viabilité à long terme de la FCAR, nous entendons :

- réévaluer notre modèle opérationnel afin de maximiser les résultats, tout en fournissant à nos membres et à nos clients des services de qualité à moindre coût;
- utiliser les fonds du gouvernement du Canada pour attirer des financements supplémentaires pour nos programmes de surveillance et de responsabilisation;
- optimiser les méthodes que nous appliquons pour élaborer et offrir nos programmes de perfectionnement professionnel (formation) aux auditeurs et auditrices du secteur public au Canada et à l'étranger.

ÉTATS FINANCIERS
de la
FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION
Pour l'exercice clos le
31 MARS 2025

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de la

FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/ CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation/Canadian Audit and Accountability Foundation (la « Fondation »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2025, les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 mars 2025, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Fondation conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Fondation ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Fondation.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Fondation;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Fondation à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Welch LLP

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa (Ontario)
Le 17 juin 2025.

**FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION**

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

31 MARS 2025

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
<u>ACTIF</u>		
ACTIF À COURT TERME		
Trésorerie	579 088 \$	301 215 \$
Placements à court terme (note 4)	1 654 710	1 650 000
Débiteurs	87 454	93 276
TVH à recevoir	-	54 729
Charges payées d'avance	<u>11 661</u>	<u>68 589</u>
	<u>2 332 913 \$</u>	<u>2 167 809 \$</u>
<u>PASSIF ET ACTIF NET</u>		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	511 990 \$	384 543 \$
TVH à payer	52 967	-
Contributions reportées - programme international (note 5)	466 280	637 030
Produits reportés - cotisations des membres, formation et autres (note 6)	457 830	34 945
Avantages incitatifs à la location	<u>14 123</u>	<u>19 420</u>
	1 503 190	1 075 938
ACTIF NET		
Non affecté	<u>829 723</u>	<u>1 091 871</u>
	<u>2 332 913 \$</u>	<u>2 167 809 \$</u>

Approuvé par le conseil:

.....*Pichet Gagnon*..... administrateur
Steve Smith

**FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION**

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2025

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Produits		
Contributions - programme international (note 5)	3 039 206 \$	2 614 689 \$
Audit et perfectionnement professionnel (note 6)	707 356	740 904
Cotisations et contributions des membres (note 6)	477 028	697 879
Surveillance (note 6)	138 243	20 775
Intérêt et autre	<u>61 806</u>	<u>155 759</u>
	<u>4 423 639</u>	<u>4 230 006</u>
Charges		
Personnel	2 501 263	2 490 577
Voyage	812 615	665 213
Loyer, services publics et lieux de réunion	601 347	436 658
Services contractuels et professionnels	233 556	231 461
Dépenses de programme	213 750	179 857
Frais de résiliation	105 010	-
Fournitures, équipements et assistance informatiques	66 211	46 091
Traduction	26 696	44 582
Bureau et opérations	34 082	42 442
Dépenses du conseil d'administration	24 862	28 908
Frais bancaires et de cartes de crédit	23 855	22 738
Adhésion et développement professionnel	13 389	11 242
Conférences	14 042	9 774
Assurance	9 597	5 835
Divers	8 565	3 657
Perte de change	<u>(3 053)</u>	<u>(3 467)</u>
	<u>4 685 787</u>	<u>4 215 568</u>
Excédent des produits sur les charges (charges sur les produits)	(262 148)	14 438
Actif net non affecté, début de l'exercice	<u>1 091 871</u>	<u>1 077 433</u>
Actif net non affecté, fin de l'exercice	<u>829 723 \$</u>	<u>1 091 871 \$</u>

(voir notes ci-jointes)

**FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION**

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2025**

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
ENCAISSE FOURNIE (UTILISÉE POUR)		
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges (charges sur les produits)	(262 148) \$	14 438 \$
Variations du fonds de roulement hors trésorerie :		
Débiteurs	5 822	198 333
TVH à recevoir	107 696	(16 207)
Charges payées d'avance	56 928	63 840
Créditeurs et charges à payer	127 447	(88 144)
Contributions reportées - programme international	(170 750)	185 704
Produits reportés - cotisations des membres, formation et autres	422 885	(27 309)
Avantages incitatifs à la location	<u>(5 297)</u>	<u>(5 295)</u>
	<u>282 583</u>	<u>325 360</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements à court terme	<u>(4 710)</u>	<u>(1 150 000)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE	277 873	(824 640)
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>301 215</u>	<u>1 125 855</u>
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>579 088 \$</u>	<u>301 215 \$</u>

(voir notes ci-jointes)

1. NATURE DES ACTIVITÉS

La Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation/Canadian Audit and Accountability Foundation (la « Fondation ») a été constituée en 1980 par des lettres patentes en vertu des dispositions de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes. La Fondation a été prorogée en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (la « Loi ») le 9 septembre 2014.

Conformément aux statuts de prorogation de la Fondation en vertu de la Loi, l'objectif de la Fondation est de promouvoir et de renforcer l'audit, la surveillance et la responsabilisation du secteur public au Canada et à l'étranger. La Fondation assure l'éducation, la recherche et le renforcement des compétences des auditeurs du secteur public et des comités de surveillance parlementaire, en les aidant à travailler avec d'autres fonctionnaires pour un gouvernement responsable. Les produits et services de la Fondation sont très reconnus, cités et utilisés par les auditeurs, les législateurs et d'autres fonctionnaires au Canada et à l'étranger.

Une importante partie des produits de la Fondation, y compris un apport affecté aux charges générales, provient d'Affaires mondiales Canada (« AMC »). Afin de maintenir son niveau actuel d'opérations, la Fondation doit maintenir cette source de revenus.

La Fondation a été organisée et est exploitée aux fins décrites ci-dessus et, de ce fait, n'est pas imposable en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes:

Constatation des produits

La Fondation utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés d'origine externe sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que leur encaissement est raisonnablement assuré.

Les revenus d'intérêts non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés. Les revenus d'intérêts grevés d'une affectation d'origine externe, le cas échéant, sont initialement reportés et ensuite comptabilisés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges correspondantes sont engagées.

La Fondation établit les cotisations de ses membres sur une base annuelle, lesquelles sont comptabilisées en tant que produits pour l'année à laquelle les cotisations se rapportent.

Les produits liés au perfectionnement professionnel sont constatés dans l'exercice au cours duquel les biens et les services sont rendus ou vendus.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2025

2. **PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES** - suite

Coûts de développement

La Fondation crée des produits éducatifs et publie des rapports de recherche aux fins décrites à la note 1. Les frais facturés pour l'utilisation de ces rapports sont généralement établis de manière à recouvrer les coûts directs. Les frais de développement connexes sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Fondation sont initialement inscrits à la juste valeur ajustée des frais de transaction. Les instruments financiers comprennent la trésorerie, les débiteurs, les créditeurs et les charges à payer. La trésorerie est ultérieurement comptabilisée à la juste valeur. Les autres instruments financiers sont ultérieurement comptabilisés au coût ou au coût amorti.

La Fondation comptabilise ses coûts de transaction dans les opérations dans la période au cours de laquelle ils sont encourus. Toutefois, les instruments financiers qui ne seront pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont ajustés en fonction des coûts de transaction directement attribuables à leur création, à leur émission ou à leur prise en charge.

Apports de biens et services

Les membres et autres contributeurs consacrent beaucoup de temps et prennent en charge les coûts liés à certaines activités de la Fondation. Ces services sont utilisés dans l'exercice normal des activités de la Fondation, mais, dans certain cas, leur juste valeur et leur exhaustivité ne peuvent pas faire l'objet d'une estimation raisonnable. Puisqu'il est difficile de déterminer leur juste valeur, ces services ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Avantages incitatifs à la location

Les avantages incitatifs à la location, tels que le loyer gratuit, sont reportés et amortis sur la durée du bail. L'amortissement annuel est comptabilisé en diminution de la charge de location.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers par la direction conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations faites par la direction. Les ajustements sont comptabilisés aux états financiers dans la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

Les estimations importantes comprennent les hypothèses utilisées pour estimer la recouvrabilité des débiteurs et l'estimation des provisions pour les charges à payer.

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers exposent la Fondation à divers risques. L'analyse qui suit donne un aperçu des concentrations de risques auxquels celle-ci peut être soumise.

La Fondation n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour gérer ses risques.

Risque de crédit

La Fondation est exposée à un risque de crédit résultant de la possibilité que les parties ne respectent pas leurs obligations financières. L'exposition au risque de crédit maximal de la Fondation est la somme de la valeur comptable de la trésorerie, des placements et des débiteurs. La trésorerie et les placements de la Fondation sont déposés auprès d'une banque à charte canadienne et donc, la direction juge que le risque rattaché à ces instruments financiers est minime. Les soldes des débiteurs sont gérés et analysés de façon continue. Par conséquent, la direction juge que tous les débiteurs à la fin de l'exercice sont récupérables et n'a pas jugé nécessaire d'inscrire une provision pour mauvaises créances.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Fondation éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements lorsqu'ils arrivent à échéance. La Fondation répond à ses besoins de liquidité en établissant des budgets et des projections de flux de trésorerie futurs pour s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de la volatilité des marchés. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix-autre.

i) Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. Les instruments financiers de la Fondation sont libellés en dollars canadiens. Par conséquent, la Fondation n'est pas exposée aux fluctuations des taux de change sur ces instruments financiers. Toutefois, la Fondation engage des dépenses en devises étrangères liées à ses activités internationales et est donc exposée aux fluctuations des taux de change sur ses dépenses futures. La trésorerie comprend 114 989 \$ (2024 - 91 570 \$) initialement libellé en dollars américains.

ii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La Fondation estime qu'elle n'est pas exposée à un risque de taux d'intérêt significatif sur ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Toutefois, la Fondation détient des instruments financiers à taux variable, soit ses soldes de trésorerie, qui sont exposés au risque de taux d'intérêt.

iii) Risque de prix-autre

Le risque de prix-autre est le risque que la juste valeur des instruments financiers ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers fluctuent en raison des variations dans les prix du marché (autres que celles découlant du risque de change ou du risque de taux d'intérêt), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. Puisque la Fondation ne détient pas de titres cotés en bourse, elle n'est pas exposée au risque de prix-autre.

Changements dans l'analyse des risques

Il n'y a pas eu des changements importants dans les niveaux d'exposition aux risques de la Fondation depuis l'exercice précédent.

**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2025**

4. PLACEMENTS À COURT TERME

Les placements à court terme se composent de :

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
CPG encaissable - 5,20 %, échu en janvier 2025	- \$	1 000 000 \$
CPG encaissable - 4,95 %, échu en janvier 2025	-	400 000
CPG encaissable - 4,95 %, échu en janvier 2025	-	250 000
CPG encaissable - taux préférentiel moins 2,45 %, échéant en novembre 2025	54 710	-
CPG encaissable - taux préférentiel moins 2,00 %, échéant en décembre 2025	1 100 000	-
CPG encaissable - taux préférentiel moins 2,25 %, échéant en février 2026	<u>500 000</u>	<u>-</u>
	<u>1 654 710 \$</u>	<u>1 650 000 \$</u>

5. CONTRIBUTIONS REPORTÉES - PROGRAMME INTERNATIONAL

Les coûts du programme international sont financés par Affaires mondiales Canada ("AMC") avec des apports de biens et de services d'experts canadiens du Bureau du vérificateur général du Canada, des bureaux d'audit provinciaux, de la Fondation, des bureaux d'audit municipaux, des parlementaires et des Canadiens. AMC paie les coûts directs associés au programme et contribue aux charges générales de la Fondation.

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Fonds de programme différés, solde au début de l'exercice	637 030 \$	451 326 \$
Avances versées par AMC	<u>2 868 456</u>	<u>2 800 393</u>
	3 505 486	3 251 719
Produits constatés représentant les charges pour l'exercice incluant la contribution versée aux charges générales	<u>(3 039 206)</u>	<u>(2 614 689)</u>
Fonds de programme différés, solde à la fin de l'exercice	<u>466 280 \$</u>	<u>637 030 \$</u>

Une entente avec AMC a été signée le 29 mars 2018 et prévoit un financement total de 14 950 000 \$ jusqu'au 30 avril 2025. Une nouvelle entente de contribution a été signée avec l'AMC subséquent à la fin de l'exercice.

**FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION**

**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2025**

6. PRODUITS REPORTÉS - COTISATIONS DES MEMBRES, FORMATION ET AUTRES

Les produits reportés - cotisations des membres, formation et autres sont établis comme suit :

	<u>Cotisations des membres</u>	<u>Formation</u>	<u>Autres</u>	<u>2025 Total</u>	<u>2024 Total</u>
Solde au début de l'exercice	7 483 \$	27 462 \$	- \$	34 945 \$	62 254 \$
Avances reçues	909 881	697 388	138 243	1 745 512	1 432 249
Produits constatés	<u>(477 028)</u>	<u>(707 356)</u>	<u>(138 243)</u>	<u>(1 322 627)</u>	<u>(1 459 558)</u>
Solde à la fin de l'exercice	<u>440 336 \$</u>	<u>17 494 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>457 830 \$</u>	<u>34 945 \$</u>

7. ENGAGEMENTS

La Fondation s'est engagée à effectuer des paiements en vertu d'un contrat de location-exploitation pour des locaux jusqu'au 30 novembre 2027. Les loyers minimums exigibles jusqu'à la date d'échéance du bail sont les suivants :

2026	27 438 \$
2027	27 438
2028	18 292

8. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.